



TITLE:

Notes sur <<La vérité et les  
opinions>> dans Jean Santeuil

AUTHOR(S):

MURAKAMI, Yuji

---

CITATION:

MURAKAMI, Yuji. Notes sur <<La vérité et les opinions>> dans Jean Santeuil. 仏文研究 2008, 39: 47-72

ISSUE DATE:

2008-10-10

URL:

<https://doi.org/10.14989/137993>

RIGHT:

# Notes sur « [La vérité et les opinions] » dans *Jean Santeuil*

Yuji MURAKAMI

La rédaction de *Jean Santeuil* <sup>1)</sup> (1952) correspond au moment capital <sup>2)</sup> de l'affaire Dreyfus (1894-1906). Dans son « premier roman », Proust a consacré à cet événement historique une place considérable, à l'appui de ses expériences vécues au sein des batailles.

Voici « [La vérité et les opinions] » <sup>3)</sup>, l'un des treize fragments encadrant l'affaire Dreyfus. Les lecteurs du roman étaient unanimement tentés d'y reconnaître le naïf culte de la vérité extrinsèque, la dissertation monophonique d'un dreyfusard emballé, une préfiguration d'Albert Bloch.<sup>4)</sup> Ne faudrait-il pas nuancer ces traits dégagés par les lectures effectuées dans la perspective téléologique qui nous conduit trop hâtivement vers *À la recherche du temps perdu* (1913-1927) ?

En réalité, l'importance de l'Affaire ou de la dimension politique dans ce roman inachevé est déjà soulignée par Georges Bataille, Germaine Brée et Brian G. Rogers <sup>5)</sup>. Nous essayerons de suivre la piste indiquée par ces grands lecteurs de *Jean Santeuil*, en rendant transparentes les références à l'affaire Dreyfus et à l'affaire Laporte dans le fragment en question. Écoutons successivement les savants dont les voix ardentes sont cimentées dans ce court texte : trois archivistes-paléographes, deux magistrats, un médecin, et un philosophe.

## 1.

Jean Santeuil arrive au Palais de Justice « pour les dépositions de MM. Paul Mayer, Giry et Molinier » <sup>6)</sup>, trois experts dreyfusards. Nous sommes au premier procès Zola, déroulé devant la Cour d'assises de la Seine du 7 au 23 février 1898. Or, aucune des quinze audiences n'a reçu simultanément ces trois experts à la barre. À la 8<sup>e</sup> audience, Paul Meyer fait sa première déposition, ainsi qu'Auguste et Émile Molinier ; à la 9<sup>e</sup> audience, Meyer est confronté à Pellieux et à Couard ; ce n'est qu'à la 10<sup>e</sup> audience qu'Arthur Giry est cité afin d'effectuer sa brève et unique déposition. D'où vient alors cette confusion ?

Parcourons l'itinéraire des trois graphologues <sup>7)</sup> dans l'affaire Dreyfus. Leur participation date du procès Zola. Engagés en tant qu'experts bénévoles sur la demande du romancier, ils procèdent respectivement à l'expertise du « bordereau » à partir du fac-similé publié dans *Le Matin* pour arriver à la même conclusion : il n'existe pas de similitude entre l'écriture du « bordereau » et celle

d'Alfred Dreyfus. Or, cette expertise basée sur les fac-similés transgresse l'une des règles les plus fondamentales de l'École des chartes : le « principe qui a sa place marquée partout [...] : “quand vous aurez à vous occuper d'un document, exigez toujours l'original de ce document, car toute reproduction peut être inexacte ou incomplète” »<sup>81</sup>. Appuyé sur des reproductions fort problématiques, comment peut-on conclure ou à la ressemblance ou à la dissemblance ? Cette attaque lancée par Étienne Couard, ancien élève de l'École des chartes, l'un des experts dans le procès Esterhazy (10-11 janvier 1898), contre les « experts amateurs » n'est qu'un risible sophisme dans le cas de l'expertise du « bordereau ». Adoptée néanmoins par tous les témoins antirévisionnistes impatients de discréditer les experts dreyfusards, la déposition du chartiste fait son chemin.

Inutile de revenir sur le débat développé vainement autour de cette question de principe durant les trois audiences du 15-17 février. Notons simplement qu'elle produit un sérieux clivage à l'intérieur de l'École. Le 18 février, l'*Éclair* publie la déclaration de Robert de Lasteyrie (1849-1921), membre de l'Institut, professeur à l'École des chartes, député. Il y condamne ses collègues Meyer et Molinier<sup>91</sup> d'avoir négligé la « précaution élémentaire »<sup>101</sup> de recourir aux originaux. À l'instigation de Lasteyrie, cinquante-cinq archivistes-paléographes antidreyfusards se solidarisent dans le « manifeste des chartistes » publié dans l'*Éclair* du 22 février. Les deux professeurs visés et Arthur Giry répliquent immédiatement : dans le même journal du lendemain, ils publient une longue plaidoirie *pro domo* précisant les points suivants : dans le travail des archivistes-paléographes, l'existence des originaux est en pratique un fait exceptionnel ; même si les originaux d'un document ont disparu, on peut les reconstituer avec précaution ; ils ont réclamé sans cesse les originaux du « bordereau » ; dans leur expertise, ils ont travaillé avec toute la prudence et les réserves nécessaires et sans se départir des règles de la critique.<sup>111</sup>

La polémique résultant de leur déposition dans le procès Zola n'empêche aucunement les trois chartistes de poursuivre leur engagement dans l'affaire Dreyfus. Arthur Giry publie dans *Le Siècle* des 23 et 31 août les « Réflexions d'un critique », la démonstration rigoureuse de la fausseté du document, appelé depuis le « faux Henry ».<sup>121</sup> Meyer adresse à Pellieux, après les aveux d'Henry, une carte de félicitations ironique. Mais c'est l'enquête de la Cour de cassation qui rassemble à nouveau les trois graphologues dans le débat judiciaire. Dans la séance du 2 février 1899, Meyer, Auguste Molinier et Giry affirment cette fois-ci formellement, puisqu'ils ont vu l'original, que le « bordereau » a été écrit par Esterhazy.<sup>131</sup> Le 1<sup>er</sup> juin de la même année, la Cour de cassation casse le verdict du Conseil de guerre de 1894. Le rapport de Ballot-Beaupré s'appuyait expressément sur les trois experts pour déterminer Esterhazy comme auteur du « bordereau ». C'est ainsi que les trois chartistes se rencontrent pour la dernière fois dans le prétoire. À la 16<sup>e</sup> audience (30 août 1899) du Conseil de guerre de Rennes, Meyer, Auguste Molinier et Giry viennent successivement à la barre pour réaffirmer le résultat de leur expertise du « bordereau ».<sup>141</sup>

Revenons à *Jean Santeuil*. La combinaison des trois noms provient assurément de leur solidarité

dans la polémique des chartistes. De même que dans ses descriptions de Picquart, Proust ne s'intéresse pas aux duels oraux devant la Cour (Crépieux-Jamin vs Teyssonnières ; Meyer vs Couard ; Meyer vs Pellieux). Si le narrateur ne prend pas, contrairement au cas des officiers, la peine de toucher aux savants antidreyfusards (Bertillon, Teyssonnières, Couard, Belhomme et Varinard<sup>15)</sup>), c'est qu'il n'y a pas d'expert dont l'envergure est comparable à celle du général de Boisdeffre. Dénué d'attaques contre les antirévissionnistes, le fragment se montre toutefois le plus « dreyfusard » de tout le roman.

Jean Santeuil arrive au palais de Justice, prétend le narrateur, *pour* les dépositions de Meyer, Giry et Molinier. Le passage qui suit ne revient pourtant plus sur ces deux derniers. Les réflexions sur la vérité scientifique se développent en puisant des exemples exclusivement – sauf le discours de Pinard que nous allons examiner – dans la déposition du directeur de l'École des chartes à la 8<sup>e</sup> audience. Le choix de Proust est donc parallèle à celui des témoins militaires, limité aux figures représentatives : Paul Meyer est incontestablement le plus brillant des intellectuels qui ont prêté serment devant la Cour d'assises. L'ancien combattant de 1870 est un homme d'esprit très en vue dans les salons parisiens. Sa franchise parfois rude avec laquelle il reprenait une réponse incorrecte et son exaspération face à des esprits moins clairs que le sien engendraient des ennemis et alimentaient leur haine grandissante à l'intérieur de son École. Le procès Zola leur fournit l'occasion précieuse de régler leurs comptes.

On ne saurait pas réduire à une anecdote négligeable le fait que Drumont diffamait ce grand philologue dans sa *France juive* (1886), en affirmant qu'il était le « fils d'un Juif allemand »<sup>16)</sup> et qu'il avait gagné en 1883 le prix biennal de l'Académie des Inscriptions et des Belles-Lettres grâce aux démarches de Renan.<sup>17)</sup> Dans le procès Zola, Meyer déclarait, au début de sa première déposition, son origine catholique et non israélite pour protester contre la basse campagne relancée par Drumont et ses partisans.<sup>18)</sup> Proust n'aurait pas été insensible à ce soubassement humain du débat scientifique. Au-delà du procès Zola, le chartiste ira plus loin en poursuivant son face-à-face avec le général de Pellieux et en fondant la *Ligue des droits de l'homme* avec Ludovic Trarieux et Arthur Giry. Du point de vue historique, c'est effectivement avec l'affaire Dreyfus, comme le remarque Marcel Boulanger, que les « philologues » se sont dépouillés de l'apparence stéréotypée d'« un vieille érudit un peu maniaque et bien agréable »<sup>19)</sup> pour se mêler désormais des affaires d'État.

Ce qui attire le romancier de la déposition de Meyer, c'est la rigueur d'un professionnel incapable de compromission. Proust présente la parole du témoin : « Je jure que ce ne peut être de l'écriture de Dreyfus. » Ces paroles sont émouvantes à entendre [...]»<sup>20)</sup>. Le savant déclare dans sa première déposition : « c'est l'écriture du commandant Esterhazy. Je n'ai là-dessus aucune espèce de doute »<sup>21)</sup>. En ce qui concerne la thèse de Bertillon, elle est, proclame-t-il, « en dehors de toute méthode et de tout bon sens ». Confronté au général de Pellieux, il ne mâche pas ses mots : « Eh

bien, je suis obligé de dire, moi, qui n'ai confiance qu'en ce que je puis vérifier, que je maintiens absolument mes assertions ! C'est l'écriture du commandant Esterhazy ; si les experts ont dit le contraire, ils se sont trompés, et si on veut me confondre, qu'on m'apporte l'original ou une photocopie. »<sup>22)</sup> Une telle « sincérité » farouche de l'albatros scientifique est une marque du génie partagé par Couzon, Beulier, Picquart et Jean Santeuil lui-même.

Les réflexions du narrateur sur la « méthode » ou sur la distinction entre la « vérité » et « les opinions » viennent en droite ligne du discours de Meyer.<sup>23)</sup> L'affirmation de ce dernier est émouvante parce que l'« on sent qu'elles sont simplement la conclusion d'un raisonnement fait d'après des règles scientifiques et en dehors de toute opinion sur cette affaire, en sorte qu'on y sent une sorte de sincérité, la seule vraie sincérité, car dans une opinion la sincérité n'est jamais que la naïveté. »<sup>24)</sup> Rappelons le discours du directeur de l'École des chartes :

[...] je suis disposé à former mon opinion d'après les faits. De plus, ce qui m'intéresse le plus ici, ce sont les questions de procédés employés pour arriver à la vérité, les questions de méthodes. Je vois là une matière à recherches scientifiques, recherches qui, dans cette affaire, ne me paraissent pas avoir été conduites avec l'esprit suffisamment dégagé de préoccupations. [...] Il y a vraiment trop de personnes qui ont leur siège fait, et à mesure que nous avançons et que je puis lire les dépositions qui ont précédé la mienne, j'éprouve souvent un sentiment de tristesse, en voyant combien on s'entête dans des opinions qui souvent portent sur des questions secondaires, questions qui peuvent être résolues sans grande importance dans un sens ou dans un autre ; on s'y entête parce qu'une fois on s'y est arrêté : ce n'est pas l'esprit scientifique. [...] J'étudie ces questions d'écriture absolument comme j'étudierais une page d'un texte difficile, me souciant très peu au fond de savoir si cette page que j'ai tenu à comprendre soutient une doctrine ou une autre, mais voulant par-dessus tout savoir ce que cette page veut dire. [...] mais enfin ! je ne puis pas discuter ce que je ne connais pas : je ne parle jamais que des choses que je sais.<sup>25)</sup>

Il en est de même pour d'autres témoins à décharge cités devant les jurés. La « méthode » qu'ils prêchent respectivement est en réalité une sorte de flair acquis par une longue expérience.<sup>26)</sup> L'École des chartes forme en effet, selon Bertrand Joly, ses élèves à la critique des textes, dans la double tradition bénédictine et positiviste. Le but de l'enseignement consiste à l'acquisition de réflexes critiques face à toute affirmation. D'où le refus des arguments d'autorité et de tradition. Un chartiste n'accepte un fait que s'il s'appuie sur des preuves dûment critiquées. Ce scepticisme méthodique est aussi le *credo* des hommes de sciences de l'époque, de Claude Bernard à Gabriel Monod.<sup>27)</sup>

Nourrie du spiritualisme et du symbolisme, la génération de Proust est, on le sait, étrangère à un pareil positivisme, comme l'a nettement affirmé Pierre Quillard à la 6<sup>e</sup> audience du procès Zola.<sup>28)</sup> Gabriel Trarieux rappellera de son côté que « le Naturalisme, l'autorité de la science, la négation de l'instinct mystique étaient les articles de foi des principaux dreyfusistes. »<sup>29)</sup> L'enchantement de

Proust ne peut donc pas être réduit à une pure admiration de la méthode scientifique. D'ailleurs, rien ne saurait être plus naïf que de sourire avec le narrateur de la *Recherche* et à la manière des deux jeunes nationalistes dans *Jean Barois* (1913)<sup>30)</sup>, en reconnaissant, dans ces pages ouvertement « partiales » de *Jean Santeuil*, le culte d'un naïf dreyfusard pour la « vérité avec un grand V »<sup>31)</sup>.

Ce qui émeut véritablement le jeune héros n'est pas la révélation de la vérité absolue, mais l'effet réfractaire de la vérité scientifique. Elle arrache ses porteurs « de leurs amitiés, de leur milieu et de leurs opinions »<sup>32)</sup>. Elle foule aux pieds avec nonchalance « l'opinion attendue de M. Paul Meyer par le gouvernement et la majorité de ses confrères » ; alors, « on sent joyeusement [à ce] violent écart [...] que la vérité est quelque chose qui existe réellement en soi, en dehors de toute opinion, que la vérité à laquelle le savant s'attache est déterminée par une série de conditions *qui ne se trouvent nullement dans les convenances humaines même les plus hautes*, mais dans la nature des choses. »<sup>33)</sup> Inconvenante, inhumaine, la vérité *renverse* les choses jugées et l'ordre établi. Au-dessus de cette « toile d'araignée monstrueuse dont chaque fil [est] un faux »<sup>34)</sup>, toutes les prévisions sont, comme soupirait Léon Blum, promises à échouer.<sup>35)</sup> Dans *Jean Santeuil*, la même attente d'un *renversement total* se rencontre dans la description du général de Boisdeffre s'approchant de la salle d'audience, des omnipotents secrets à la main, ainsi que dans l'encouragement irraisonné pour le colonel Picquart<sup>36)</sup> et plus tard dans une soirée dreyfusienne du *Côté de Guermantes*. Cela n'a rien à voir avec l'anarchisme fin de siècle d'un Félix Fénéon ou l'antimilitarisme hystérique d'un Urbain Gohier. Pour le moment, il nous suffit de constater que le dreyfusisme représenté dans le roman fonctionne en dehors de l'intellectualisme sain et humanitaire de Zola et des siens.

## 2.

La déposition de Meyer s'associe aux discours des autres orateurs dans le texte de Proust :

Que ce soit M. Pinard venant déclarer aux juges que le docteur Laporte qu'ils couvrent d'infamie a bien opéré, M. Meyer venant déclarer à la justice militaire et civile qui tient Dreyfus pour le dernier des traîtres qu'il n'a pu écrire le bordereau sur lequel il a été condamné, ou même M. Chambarand déclarant qu'à son avis l'arrêt sur lequel la vie politique de la France semblait reposer doit être attaqué, c'est toujours avec une émotion joyeuse et virile qu'on entend sortir des paroles singulières et audacieuses de la bouche d'hommes de science qui par une pure question d'honneur professionnel viennent dire la vérité, une vérité dont ils se soucient seulement parce qu'elle est la vérité qu'ils ont appris à chérir dans leur art, sans aucune espèce d'hésitation à mécontenter ceux pour qui elle se présente de tout autre façon comme faisant partie d'un ensemble de considérations dont ils se soucient fort peu.<sup>37)</sup>

Philip Kolb a déjà montré que Proust avait écrit « M. Chambareaud » (et non pas « M.

Chambarand »)<sup>38)</sup>. Le 2 avril 1898, la Chambre criminelle de la Cour de cassation casse l'arrêt du procès Zola sans renvoi, parce que la plainte du ministre Billot ne pouvait pas servir de base légale à la poursuite. C'est le conseiller Jean Chambareaud qui, chargé de rapporter le cas de Zola en cassation, déclare le rapport concluant à cette décision, le 31 mars 1898. Mais le prudent magistrat s'efforçait de ne pas sortir du cadre d'un rapport juridique.<sup>39)</sup> Or, à la fin du fragment, Proust mentionne également « M. Manau » adressant « un hommage aux Scheurer-Kestner et Trarieux »<sup>40)</sup>. Jean-Pierre Manau (1822-1908), le procureur général auprès de la Cour de cassation, était, avec son collègue Chambareaud et plus passionnément que celui-ci, l'un des grands promoteurs de la révision du procès de 1894. « Ce grand vieillard, [rappelle Reinach] presque octogénaire, était un ancien proscrit de Décembre, l'un des derniers survivants de cette génération de 1848 qui avait porté dans la vie des illusions illimitées de justice et que la force brutale avait aussitôt renversé. [...] il avait préservé, des atteintes de l'égoïsme et du scepticisme ambiants, une âme généreuse et toute brûlante des croyances qui, jadis, avaient fait la République si belle. »<sup>41)</sup> Fort différent du style administratif du rapporteur, la véhémence parole du vieux procureur général, imagée par Voltaire, l'Exode et Pascal<sup>42)</sup>, a décuplé la joie déjà grande des révisionnistes et la colère envenimée des ennemis de Zola. Voici le mot de Manau, qui a exalté notre écrivain :

Comment ? Dans ce pays de France, si noble, si généreux, on ne pourra pas avoir un avis différent de celui de son voisin, dans des affaires qui émeuvent au plus haut degré la conscience publique, sans être exposé à se voir traiter de vendu ou de traître ? [...] nous considérons comme un devoir de notre tâche, d'adresser un témoignage de notre profonde estime aux hommes honorables qui, pour s'être mêlés à la regrettable campagne à laquelle nous avons assisté, n'ont pas cessé de mériter le respect de leurs amis et de leurs adversaires.<sup>43)</sup>

La dernière phrase s'adresse exactement à Ludovic Trarieux, Auguste Scheurer-Kestner et Arthur Ranc. Le haut magistrat s'exprimait ainsi dreyfusard sans ambiguïté, avant d'annoncer l'annulation du procès Zola. En terminant, Manau s'extase : « nous supplions M. Zola et ses amis, et nous sommes convaincus que notre choix ira jusqu'à leur cœur de citoyens et de Français, nous les supplions d'avoir pitié de la France ! »<sup>44)</sup>

Il faut ajouter que cette décision de la Cour suprême était vraiment un pavé dans la mare pour les deux camps opposés. Ces paroles complètement inattendues, prononcées dans l'enceinte de la magistrature, juste au moment où le dreyfusisme paraissait irrémédiablement écrasé, n'expliquent-elles pas le ton « optimiste » dans le fragment ? De plus, Proust aurait senti une joie un peu impure en lisant le réquisitoire de Manau reproduit dans les journaux : la science peut renverser tout d'un coup et d'un seul coup la décision tirée paisiblement au bout des quinze audiences. C'est cet aspect belliqueux et révolutionnaire de la vérité qui attire l'auteur de *Jean Santeuil*.

### 3.

On peut le constater dans un autre passage du même fragment. Revenons sur la citation de *Jean Santeuil*. En dehors des graphologues et des magistrats, Proust s'y inspire également d'une autre figure. Une question se pose maintenant : qui est « M. Pinard » ? Qui est « le docteur Laporte » ? De quelle « infamie » s'agit-il ? Qui a été « bien opéré » ? Est-il question de quelque épisode relatif à l'affaire Dreyfus, aussi mémorable que la déposition de Meyer, puisque le raisonnement du narrateur se limite presque exclusivement dans l'alternance entre l'exemple de l'expertise en écritures et l'exemple de l'autorité de la médecine ? :

Le médecin qui soigne un jeune homme ne le laissera pas sortir s'il est encore malade, quelque intérêt que la justice ait à l'arrêter ou l'autorité militaire à lui faire faire son stage. Mais une fois que, par amour pour la vérité professionnelle qui est pour lui la chose importante, il s'est opposé à la sortie du jeune homme, il prendra parti avec une énergie cordiale [pour les] revendications du jeune homme et n'aura qu'hostilité pour la justice civile et l'autorité militaire, qui dans leur intérêt n'ont pas égard à cette vérité [...]. [...] on sent joyeusement au violent écart qu'il y a entre l'opinion attendue de M. Paul Meyer par le gouvernement et la majorité de ses confrères et cette opinion, entre l'opinion attendue de M. Pinard par le gouvernement et la majorité de ses confrères et cette opinion [...]. Aussi un homme qui a pour profession de rechercher la vérité dans les écritures ou dans les intestins, est-il en quelque sorte impitoyable. Les généraux, les juges peuvent venir avec leurs belles robes. Il leur parle de ce qu'il sait et vous pouvez être sûr qu'il ne démordra pas, car comme le médecin qui s'est fait le protecteur et l'ami de son malade parce que quelqu'un qui a une fluxion de poitrine ne doit pas sortir, il est maintenant le défenseur de Zola, de tous ces gens dont il se souciait peu mais qu'il va défendre maintenant avec une grande chaleur, non parce qu'il les aime, mais parce que l'écriture qu'on leur objecte n'est pas de Dreyfus.<sup>45)</sup>

Proust tient aussi bien à Meyer qu'à Pinard, à la graphologie qu'à la médecine. Mais là il n'est pas question du procès Zola, ni de l'affaire Dreyfus. « M. Pinard » désigne Adolphe Pinard (1844-1934), futur député à la Chambre « d'aviateurs » en 1919. Léon Daudet, député monarchiste, l'évoquera avec la précision d'un paléontologue parlementaire :

Une des curiosités de la nouvelle Chambre était le vieil accoucheur Pinard, entraîné dans la politique par son ami Gaston Thomson, l'ex-féal de Gambetta. Pinard avait un long cou, prolongé dans le sternum comme feu le professeur Germain Sée, des yeux pochés et un bredouillement indistinct, tel qu'une conduite d'eau obstruée à demi. Thomson déclarait que son élection assurerait le relèvement de la natalité, tombée après la guerre assez bas. Il n'y parut guère. Les quelques interventions de Pinard à la tribune, et au sein de



l'éphémère commission de la natalité, déchaînèrent chez nos collègues, une hilarité formidable et digne de l'olympe de Rabelais, au chapitre de la cognée perdue de Couillatrix : « Messieurs, affirmait Pinard, le bras tendu, un porte-plume au bout du bras – je me fais fort, avec ce simple objet, de faire avorter n'importe lequel d'entre vous ». « Épargnez-nous ! » lui cria Vallat. Le vieux praticien lança à l'interrupteur un regard terrible, prit un temps, haussa les épaules et regagna son banc, d'où il se jeta dans le bras de Thomson éperdu. Une autre fois il nous déclara : « Je n'ai pas la prétention de vous apprendre comment on fait les enfants. » « Ce serait, lui criai-je, de l'indiscrétion ! »<sup>46)</sup>

Il s'agit donc d'un médecin accoucheur. Suivons encore le mémorialiste : « Nous disons “le papa Pinard”, puis, bien entendu, “le Pana Pipard”. Les débuts de ce dernier, attendus avec curiosité, furent un invraisemblable bredouillis. Le vieux tire-gosses voulait expliquer que l'avortement peut être provoqué par n'importe quel objet pointu. »<sup>47)</sup> Entendons par là qu'Adolphe Pinard est un grand médecin accoucheur, doué d'une éloquence exceptionnelle.

Que faisait-il au moment du procès Zola ? Il se battait pour sauver un jeune médecin nommé « Laporte ».

Voici le parcours de l'affaire Laporte.<sup>48)</sup> Tout commence dans un quartier pauvre du 18<sup>e</sup> arrondissement, le soir du 11 septembre 1897. Une femme nommée Fresquet est prise des contractions de son sixième accouchement depuis trois jours. La délivrance paraissant laborieuse et compliquée, la sage-femme Mlle Maîtreperre réclame l'aide d'un médecin. Un jeune docteur nommé Victor-Louis-Marie Laporte<sup>49)</sup> y est envoyé par le service de nuit de l'Assistance publique. Trois coups de forceps finissent sans succès ; la mort de l'enfant est confirmée. Le docteur Laporte est ainsi obligé de recourir à une craniotomie pour délivrer la parturiente. Faute d'aucun instrument que le forceps, l'accoucheur demande un instrument analogue à celui-ci, mais qui puisse atteindre plus profondément. Le mari, tapissier, lui apporte une boîte d'outils et lui montre une aiguille de matelassier. Celle-ci apparaît au médecin plus efficace qu'un ciseau à froid ou qu'un marteau. Armé de l'instrument impromptu, il réussit à atteindre et percer le crâne. Lorsque, en vue de le fracturer, l'accoucheur prend le marteau, le mari et Mme Houbert interviennent pour l'arracher au médecin, tant le spectacle leur paraissait infernal. « Je suis au bout du rouleau ! » s'écrit le praticien à trois reprises. Malgré tout, il arrive à délivrer la patiente à l'aide d'une quatrième application de forceps. Épuisé, mais fier du résultat de la dure opération, le docteur Laporte rentre chez lui, alors que l'état de Mme Fresquet s'aggrave rapidement. Elle est transportée à l'hôpital Tenon le 13 septembre, pour y décéder le lendemain matin. Le mari et quelques voisines qui ont assisté à l'opération attribuent la mort de leur bien-aimée à la maladresse, l'inexpérience, voire la brutalité diabolique du médecin qui n'avait connu en effet que deux accouchements en pratique.

À la suite d'une plainte déposée par le veuf Fresquet, le juge d'instruction Paul Bertulus, appuyé sur le rapport de l'expert commis pour procéder à l'autopsie des deux corps, fait écrouer le docteur

Laporte à la prison de Mazas et le maintient pendant huit jours en prévention. En présence de l'inculpé, de la sage-femme et de Bertulus, l'autopsie est effectuée le 20 septembre par le docteur Jules Socquet, médecin-expert auprès des tribunaux. Son procès-verbal établit que la mort de la mère a résulté d'une double perforation viscérale et que celle-ci est produite par un instrument piquant, à savoir l'aiguille à matelas employée par Laporte. Socquet signale enfin que les différentes lésions constatées ont été reconnues exactes par l'inculpé au cours de l'autopsie. Basé sur ce procès-verbal, le rapport médico-légal sur l'accouchement de Mme Fresquet est rédigé par le même expert, en collaboration avec le docteur Charles Maygrier, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris, accoucheur de l'hôpital Lariboisière. Les deux experts concluent que le docteur Laporte, en pratiquant la craniotomie, opération qu'il faisait pour la première fois, n'a pas opéré avec la prudence et l'habileté désirables et qu'il a déterminé, en se servant d'un instrument défectueux, une blessure involontaire qui a entraîné la mort.

L'incarcération de l'accoucheur suscite une violente protestation dans le monde médical tout entier et dans la presse qui se bornait d'abord au rôle d'un accusateur. L'inculpé est remis en liberté grâce aux démarches de médecins solidaires, pour se retrouver devant le tribunal de Police correctionnelle sous la prévention d'homicide par imprudence. Ainsi, ce triste mais banal cas du docteur Laporte place deux corps adversaires face à face dans la 9<sup>e</sup> chambre du Tribunal correctionnel de la Seine, présidé par Richard. Les trois audiences de la première instance du procès Laporte s'y déroulent les 19, 20 et 22 octobre 1897.

Dès la première séance, l'affaire prend l'aspect d'un véritable duel entre la magistrature et la médecine, autrement dit, entre les magistrats appuyés tant sur les experts-médecins Socquet, Maygrier que sur les commères du quartier et les témoins à décharge que sont les plus éminents professeurs spécialisés en accouchement.

Tout d'abord, l'inculpé<sup>50)</sup> s'expose aux impitoyables attaques du président Richard, du veuf Socquet et de Mme Houbert. Aux yeux du premier, l'opération de Laporte était l'œuvre d'un monstre : « Comme homme et comme magistrat, s'écrit-il, je n'admettrai jamais qu'un médecin puisse, en plein Paris, se servir d'un marteau et d'un ciseau à froid dans un accouchement ! [...] Les témoins de cette scène étaient tellement effrayés qu'ils vous ont arraché les outils des mains ! [...] Ce n'est pas de la chirurgie, cela, c'est de la boucherie. Je crois que vous vous étiez perdu la tête ! C'est là votre seule excuse. »<sup>51)</sup> Mme Houbert n'est pas moins énergique dans ses attaques contre le terrible « charcutier »<sup>52)</sup> déguisé en médecin accoucheur de bonne volonté. C'est à peine si Laporte peut murmurer en haussant les épaules : « Cette femme n'y connaît rien. Autant écouter la déposition de l'hippopotame du Jardin des Plantes. »<sup>53)</sup>

En passant par la déposition des médecins légistes Socquet et Maygrier, le Tribunal écoute les témoins à décharge. La médecine est en fureur. L'indignation s'adresse moins au juge d'instruction Bertulus qu'à l'ignorant envahisseur qu'est la magistrature elle-même. Le seul objectif de la médecine

se formule en ceci : sauver le sacro-saint territoire des médecins contre l'invasion des magistrats. Laporte n'est qu'un symbole dans cette lutte. Le docteur Seignette, professeur à l'Université, qui connaît le prévenu depuis quinze ans, assure la personnalité rangée et sérieuse de celui-ci. Le docteur Ducor, secrétaire de la Société des médecins du 17<sup>e</sup> arrondissement, – c'est lui qui est allé voir Laporte entre les barreaux du parloir de Mazas pendant la détention préventive – ne se contente pas de fustiger nommément Bertulus, fils de médecin : « Ah ! s'écrie le docteur Ducor, si le père de M. Bertulus vivait, il lui eût appris que le docteur Laporte avait agi dans la plénitude de son droit de médecin, en vertu d'un diplôme chèrement acheté, et que sa condamnation serait une prime à l'homicide par omission. Les jeunes praticiens abandonneraient les femmes en couches plutôt que de s'exposer à des poursuites comme celle-ci ! (*Mouvement.*) »<sup>54)</sup>

Vient ensuite le docteur Berthod, président du Syndicat général des médecins de la Seine, qui a fini par obtenir la mise en liberté provisoire de son malheureux confrère : « Sa cause est la nôtre ! s'écrie le docteur Berthod. C'est nous tous que vous allez juger ! Il y a deux sortes d'opérations : celle que l'on médite, que l'on mûrit, et celle qu'on fait dans le désarroi, le trouble, sans instrumentation et sans espace. Et pourtant, le devoir professionnel nous interdit dans ce cas-là de nous abstenir, car l'abstention, c'est souvent la mort ! (*Sensation.*) »<sup>55)</sup>

Finalement, la voix solennelle du pape de l'obstétrique éclate dans le prétoire. Le « *clou* » des témoins à décharge n'est rien de moins que la déposition du docteur Adolphe Pinard, professeur à la Faculté de médecine de Paris, membre de l'Académie de médecine. C'est ce discours-là que Proust crypte, avec les tirades des acteurs du procès Zola, dans ses réflexions sur la puissance de la vérité. En effet, comme dit Albert Bataille dans *Le Figaro*, la « conférence un peu trop pontificale »<sup>56)</sup> du docteur Pinard faisait une grande sensation. Comme s'il assistait à l'opération, il explique en détail l'événement de la nuit, la psychologie de Laporte. Ayant déployé une énorme carte anatomique et tiré de sa poche un crâne d'enfant et une aiguille à matelas, il démontre le magnifique travail du praticien frais émoulu, avant d'insister sur la volonté « éclairée, tenace, sans défaillance, [...] extraordinaire chez un jeune homme qui pratiquait cette opération pour la première fois »<sup>57)</sup>. L'« honorable conférencier » n'hésite ni à se jeter dans une discussion des plus violentes avec les experts judiciaires, ni à traiter du président Richard de haut en bas. Et le professeur d'éclater : « Si on nous voyait opérer, nous autres accoucheurs, on nous traiterait en Cour d'assises ! »<sup>58)</sup>

L'essentiel de cette longue déposition est suivant : le docteur Laporte a accompli parfaitement et courageusement son devoir ; les trous de la vessie ne sont pas des coups de l'aiguille osseuse, mais ils se sont produits *spontanément* comme ce qui s'observe souvent dans la pratique de l'accouchement ; l'ignorant expert Socquet a commis une erreur grossière dans l'autopsie en ne considérant que la possibilité d'une perforation *traumatique* ; l'incompétent expert Maygrier a avalé ingénument le procès-verbal de Socquet. À cette péremptoire apologie de Laporte, lancée par le pontife de l'obstétrique, s'oppose violemment le réquisitoire du substitut Brouhot : « Ce que nous demandons :

c'est que les médecins cessent enfin de se targuer du privilège de l'irresponsabilité devant la justice répressive. Et cette exigence ne rendra la chirurgie ni plus hésitante ni moins facile, parce qu'entre l'art du chirurgien et le fait de l'inculpé, il y a, quoi qu'en pense le savant professeur Pinard, dans son aveuglement généreux, l'abîme profond, infranchissable que nous avons essayé de définir. [...] si nous nous trouvons en présence d'un soi-disant praticien qui fourrage dans le sein d'une femme comme on tisonne dans le foyer d'une machine !... oh alors, Messieurs, donnez à cette opération tel nom que vous voudrez ! J'emprunte le mot de « boucherie » au dossier... En tout cas, ce n'est pas l'art, ce n'est plus la science qui est en jeu. La justice reprend tous ses droits. »<sup>59)</sup>

Le 22 octobre, le prévenu Laporte est condamné à trois mois de prison avec sursis. Le jugement déclenche la fureur de la médecine, surtout du docteur Pinard, d'autant que quelques « attendus » ayant mis en balance « les constatations faites sur les organes » par Socquet et Maygrier et « les conclusions qui ne découlent, d'une part, et, d'autre part, une argumentation basée sur des hypothèses, des conjectures et des raisonnements théoriques » de Pinard et Cie, donnaient raison sans hésitation aux premières « émanant d'hommes de l'art distingués et expérimentés, agissant en vertu d'un mandat de justice »<sup>60)</sup>.

Le narrateur de *Jean Santeuil* renvoie à la déposition de Pinard devant le tribunal correctionnel du 19 octobre 1897. Or la déposition de Paul Meyer en Assises n'arrive que trois mois plus tard. Afin que les deux affaires se combinent dans la réflexion proustienne sur les pouvoirs de la vérité scientifique, Proust avait l'occasion de renouveler l'admiration pour le collègue de son père (à la Faculté de médecine et à l'Académie de médecine) : la lutte du docteur Pinard en faveur de Laporte se poursuit infatigablement au-delà de l'arrêt rendu le 22 octobre 1897 : Sa leçon de réouverture du cours de Clinique obstétricale à la Faculté de médecine, faite le 8 novembre 1897, a été entièrement consacrée à l'affaire Laporte. Exaltés par le discours de cet « homme convaincu, passionné, pour la recherche de la vérité et le triomphe de la justice »<sup>61)</sup>, les étudiants témoignent finalement de leur vive sympathie pour le docteur Laporte. Même si Proust n'a pas lu cette leçon publiée dans *Le Bulletin médicale* – c'est la revue de la Faculté de médecine –, il pouvait être au courant de ce qu'aurait été cette leçon par la rubrique « À travers de Paris » du *Figaro* du lendemain.

Le 25 février 1898, le cas de Laporte vient en Cour d'appel. Albert Bataille débute son compte-rendu du procès, d'une façon significative pour notre lecture de *Jean Santeuil* : « Après les rudes émotions du procès Zola, est-il encore quelqu'un, le monde médical à part, qui se souvienne, aussi bien en France qu'à l'étranger, du docteur Laporte ? »<sup>62)</sup> En effet, nous sommes le surlendemain de la condamnation de Zola et de Perrenx. Cette fois-ci, Pinard n'apparaît pas devant la Cour, mais il ne se relâche pas dans son combat pour Laporte. Il a préalablement adressé aux professeurs des principales facultés de médecine une enquête sur l'opération de Laporte. Les réponses entièrement ralliées à l'avis de l'enquêteur sont lues lors de l'audience par M<sup>r</sup> Henri Robert, avocat de Laporte. Le « charcutier » se retrouve alors être un brillant « prestidigitateur ». La conclusion de l'avocat

général Blondel paraît inclinée vers la défense. Le jugement remis à huitaine est donné le 4 mars : la 7<sup>e</sup> Chambre des appels de Police correctionnelle infirme l'arrêt de la première instance. L'incident est ainsi clos avec la victoire de Pinard et de la médecine.

« L'entr'acte est ainsi rempli. On dirait qu'un habile impresario organise et distribue les scandales de telle sorte que la scène ne reste jamais vide »<sup>63)</sup>, disait Paléologue observant la transition du procès Arton au procès Esterhazy dans la préoccupation des Parisiens. Ayant défrayé la chronique, éclipsé ensuite par l'accumulation précipitée des affaires Esterhazy-Zola, le cas de Laporte ne tardera pas à disparaître complètement de la presse. Pourtant, au moment où Proust rédige le passage en question, les deux affaires peuvent encore s'enchaîner dans l'esprit des contemporains. Le 27 novembre 1898, Brunetière peut parler encore du « procès Zola-Laporte »<sup>64)</sup> dans une interview faite au Palais de Justice, lors de son procès contre Yves Guyot.

Nous avons déjà décrypté la déposition de Pinard dont Proust se réclame pour sa dissertation sur la vérité scientifique. Ajoutons que l'infatigable professeur Pinard fait encore une intervention relative au cas de Laporte le 4 avril – c'est donc le surlendemain de l'annulation de la condamnation de Zola – à la 2<sup>e</sup> séance de la Société de médecine légale. L'éloquence du futur « papa Pinard » n'y est pas moins frénétique qu'au Tribunal correctionnel ou que dans sa leçon inaugurale.

Notons en outre que les deux procès partagent quelques acteurs. Le juge d'instruction Bertulus<sup>65)</sup> que Proust comparera plus tard au juge Camusot des *Splendeurs et misères des courtisanes*<sup>66)</sup> est déjà engagé dans l'affaire Dreyfus. Peu après la première instance du cas de Laporte, le président de la 9<sup>e</sup> Chambre Richard travaillera dans le procès Reinach-Rochefort et plus tard dans un procès de Picquart.<sup>67)</sup> Séverine, fameuse journaliste dreyfusarde, plaide ardemment le pauvre docteur Laporte, dans *La Fronde* du 25 février 1898.<sup>68)</sup> L'expert Socquet, ayant déposé à la 4<sup>e</sup> audience du procès Zola<sup>69)</sup>, se chargera quelque mois plus tard de l'autopsie du mystérieux cadavre de Lemer cier-Picard dont Proust parle dans un autre fragment<sup>70)</sup> du roman.

Pour revenir au passage de *Jean Santeuil*, qui nous a conduit dans cette digression, serait-il trop arbitraire d'attribuer la fréquente exemplification du raisonnement par la figure d'un médecin à la vive impression que l'apologie de Pinard aurait faite sur notre écrivain ? Le courageux Laporte n'est pas « le médecin qui soigne un jeune homme » ; la pauvre victime n'a rien à voir avec « le poumon droit engorgé » ; le docteur Pinard a « pour profession de rechercher la vérité » non pas « dans les intestins », mais dans l'utérus ; enfin, Proust, asthmatique, fils de médecin, n'a pas forcément besoin de l'affaire Laporte pour se servir de l'imagerie médicale. Malgré tout cela, maintenant que nous sommes au courant de l'affaire Laporte, il est impossible de penser que la réflexion sur les sciences militantes est moins fortement influencée par le discours de Meyer que par l'intervention de Pinard. Le balancement régulier de l'écriture proustienne entre les deux disciplines résulte des deux brillants et puissants professeurs engagés dans le prétoire. Le roman à venir abandonnera Pinard, mais ne lâchera pas, on le sait bien, l'analogie médicale dans l'affaire Dreyfus.<sup>71)</sup>

#### 4.

À part les engagements directs que nous venons d'examiner, le romancier ne néglige pas de prendre en considération l'engagement médiatisé. Le narrateur de *Jean Santeuil* parle de l'émotion suscitée en reconnaissant des noms inattendus sur la liste de protestation de *L'Aurore* dont Proust était l'un des principaux promoteurs. Voyons la fin du fragment :

Et juif, nous comprenons l'antisémitisme, et, partisans de Dreyfus, nous comprenons le jury d'avoir condamné Zola et les pouvoirs publics de flétrir les Scheurer-Kestner. Aussi est-ce une violente et agréable secousse dans notre esprit où se trouve désormais joyeusement installée en haut rang telle idée chassée et humiliée pour n'avoir pas assez de respect pour notre propre sentiment, quand nous lisons une lettre de M. Boutroux disant que l'antisémitisme est abominable, que les juifs sont autant que les chrétiens, que nous entendons M. Bertrand dire que si les jurés avaient eu l'esprit un peu large ils auraient acquitté Zola, et M. Manau adresser un hommage aux Scheurer-Kestner et Trarieux.<sup>72)</sup>

Nous avons déjà entendu le réquisitoire de Jean-Pierre Manau. Quant à « M. Bertrand », il est peu probable que Proust parle d'Edmond Bertrand<sup>73)</sup>, parce que ce procureur général au procès Zola était un antidreyfusard convaincu. S'agit-il plutôt de Joseph Bertrand, mathématicien, membre de l'Académie française, protestataire en faveur de Picquart, fidèle du salon des Straus<sup>74)</sup>, cible de Barrès dans « La protestation des intellectuels! » (*Le Journal*, le 1<sup>er</sup> février 1898), sinon d'Alexandre Bertrand, frère de Joseph, archéologue membre de l'Institut, signataire de la première « Protestation » et de la protestation pour Picquart ?<sup>75)</sup> À cet égard, nous sommes tentés de penser que Proust parle du socialiste Gabriel Bertrand (1868-1954) qui a donné une conférence publique à la Maison du Peuple sur l'innocence de Dreyfus le 26 février 1898, soit trois jours après la condamnation de Zola. À la fin de cette conférence, 500 dreyfusards votent un ordre du jour en faveur d'une action socialiste pour la Révision et adressent « au grand écrivain Émile Zola leurs félicitations pour l'acte révolutionnaire que vient de frapper le Jury de la Seine », sans négliger de « *dénonc[er] l'antisémitisme comme une forme nouvelle de la réaction.* »<sup>76)</sup> Il est bien permis de supposer que Proust, qui assistera plus tard à une conférence de Jaurès sur l'affaire Dreyfus<sup>77)</sup>, est allé en personne entendre l'orateur socialiste et dreyfusard, sinon pour prolonger la saine exaltation trouvée dans le procès Zola, du moins pour remonter le moral à lui-même accablé par le verdict prononcé trois jours auparavant. En tout cas, « M. Bertrand » n'exerce aucune influence sur notre écrivain.

En revanche, il ne faudrait pas oublier qu'Émile Boutroux (1845-1921) était, avec Alphonse Darlu, l'un des « héros dans la vie réelle » de Proust.<sup>78)</sup> À la différence de Darlu et de Séailles, anciens professeurs de philosophie du romancier, courageusement engagés, Boutroux n'inscrit son

nom imposant sur aucune liste de « Protestation ». Toujours est-il que le philosophe précise à sa manière sa propre position dans cette guerre civile. Tout en évitant de se ranger de l'un des deux côtés opposés, il répond à une question d'Élie Halévy sur l'antisémitisme. C'est justement cette lettre intitulée « À un ami » publiée dans *Le Temps* du 27 janvier 1898, qui a ému le narrateur de *Jean Santeuil*.

Le début de la lettre montre la situation bouleversée : « Vous me demandez, [commence Boutroux] quels sont mes sentiments en présence des désordres auxquels nous assistons, notamment au sujet des manifestations qui se sont produites sur la place de la Concorde »<sup>79)</sup>. La publication de « J'accuse...! » et des manifestes des intellectuels ont causé effectivement une épidémie antisémite dans tout l'Hexagone, quoi qu'elle ait été moins brutale qu'en Algérie. Selon Stephen Wilson, en ces mois de janvier et de février, soixante-six émeutes ou manifestations spécifiquement antisémites, arrivées en trois vagues, ont été enregistrées sur cinquante-cinq places de la France métropolitaine. L'apogée de ces journées mouvementées est atteint le dimanche 23 janvier, où surgissent sept émeutes antisémitiques.<sup>80)</sup>

À Paris, les antisémites des plus notoires annonçaient pour cette date un meeting « patriotique », « contre les agissements du Syndicat de la Trahison », dans la salle des Mille-Colonnes, 20, rue de la Gaîté. Le seul but de cette « manifestation nationale » est ceci : « défendre la France, déjà si éprouvée par les scandales et les razzias des financiers juifs et judaïsants, contre l'attentat prémédité qui peut amener sa ruine définitive en la livrant aux ennemis de l'intérieur, que nous avons eu l'imprudente générosité d'accueillir chez nous. »<sup>81)</sup> Pour souligner ce caractère « éminemment patriotique », les organisateurs proposaient préalablement aux participants d'aller, à l'issue de la réunion, déposer une couronne à la statue de Strasbourg de la place de la Concorde.

Le 23 janvier, Paris semble en état de siège. Obligés de renoncer à aller avec tous les manifestants de la rue de la Gaîté à la place de la Concorde, Jules Guérin et Georges Thiébaud se rendent, flanqués de deux bouchers de la Villette, porter la couronne aux pieds de la statue de Strasbourg. Cette « couronne des Antisémites est [selon Gaston Méry] très belle, toute composée de roses rouges. Sur le ruban tricolore dont elle est ornée, on lit ces mots : “Vive la France ! À bas les traîtres !” »<sup>82)</sup> Les bouchers de la Villette placent cette couronne au pied de la statue, tandis que Georges Thiébaud lit l'ordre de jour voté à la réunion de la salle des Mille Colonnes : « Le peuple de Paris, soulevé contre les souteneurs d'un traître qui a vendu à l'étranger les secrets de la défense, dépose aux pieds de la statue de Strasbourg l'hommage de son irréductible foi dans l'avenir. Il prononce la mise hors la loi de ceux qui pactisent avec la Juiverie universelle pour corrompre la République, déshonorer l'armée, ruiner le pays et maintenir la France sous la domination des agents étrangers. Vive la vieille France républicaine libre, debout et purifiée. »<sup>83)</sup> Après cette lecture, chacun se retire. Aucune manifestation ne s'est produite sur la place de la Concorde. Seul, l'amour de la patrie est ignominieusement confondu avec l'antisémitisme.

Face à un tel acte commis au nom du « peuple de Paris », le philosophe Boutroux prend la plume pour répondre à Élie Halévy. Tout d'abord il précise qu'il est « un méditatif retiré, impropre de toute manière à la vie active ». Mais il souligne la nécessité de se prononcer librement et clairement au sujet de cet incident déplorable. Quelle est la place de la France dans le monde ? – Malgré la défaite de 1870, elle reste à se dresser, aux yeux des étrangers, comme patrie de l'humanité. Définissant ainsi la France sur le modèle de la Révolution, Boutroux proclame la nécessité de garder l'idéal de la liberté et de l'égalité. Le germaniste n'hésite pas à citer un vers de Goethe en allemand : « *So gewannen sie bald, die überwiegenden Franken, /Erst der Männer Geist...* »<sup>84)</sup> Enfin, il dénonce l'antisémitisme déguisé en patriotisme. C'est à ce passage-là que Proust renvoie dans *Jean Santeuil* :

Quel sens pourrait donc avoir dans notre pays cet accouplement monstrueux : « Vive l'armée ! À bas les juifs ! » Et cela devant l'image de Strasbourg<sup>85)</sup> ! L'armée est la force organisée en vue de la conservation de la patrie, et la patrie, chez nous, c'est le respect de la dignité humaine et l'égalité civile et politique de tous les citoyens. On s'étonnerait grandement à l'étranger, si de tels égarements avaient quelque généralité et quelque durée. On serait douloureusement ému, là même où l'on s'est fait de la fidélité une religion. Et qui sait si quelques âmes faibles ne se demanderaient pas : « Est-ce bien encore la France, la France que nous portons dans notre cœur, et à qui nous sacrifions notre tranquillité, notre sécurité, nos joies de famille ? »<sup>86)</sup>

Proust pouvait lire également cette lettre datée du 25 janvier, reprise dans le livre d'E. de Haime : *Les Faits acquis à l'histoire : l'affaire Dreyfus*, publié chez Stock en 1898. D'ailleurs, Boutroux tient la balance en collaborant à un cycle de conférences organisé à l'École de Saint-Cyr, pendant l'année 1898, sous la direction d'Ernest Lavisse. Dans sa leçon intitulée « Du Devoir militaire »<sup>87)</sup>, le philosophe essaie de définir, en se réclamant de Kant et de Platon, l'armée et le devoir des soldats sous l'angle moral.<sup>88)</sup> Ensuite, avec les intellectuels dreyfusiens modérés, l'ancien maître de Proust signe à « L'appel à l'Union » lancé dans *Le Temps* du 24 janvier 1899. L'attitude du professeur dans l'Affaire semblait si indécise pour des dreyfusards militants que Daniel Halévy s'en prendra à lui avec amertume en 1910.<sup>89)</sup> Pourtant le philosophe a osé écrire personnellement à Alfred Dreyfus juste le lendemain de la deuxième condamnation de celui-ci à Rennes le 9 septembre 1899 : « Mon capitaine, [dit Boutroux] [...] Votre malheur est un malheur national. Vous le supportez avec votre héroïsme calme et respectueux du devoir, avec espoir aussi, avec confiance, pour votre admirable femme, et vos enfants, et pour la Patrie, dont l'honneur désormais est solidaire du vôtre. »<sup>90)</sup>

Pour revenir à la lettre mentionnée dans *Jean Santeuil*, le destinataire Élie Halévy est fort agité par cette crise tant politique qu'existentielle, malgré sa tardive prise d'intérêt par rapport à son frère.<sup>91)</sup> Le ton est tragique quand le jeune philosophe se convainc de l'innocence de Dreyfus : le 16 novembre 1897, il écrit à son ami Célestin Bouglé : « Je te demande un avis sur une question grave, la question Dreyfus. Je me suis refusé à croire, jusqu'à dimanche, à la possibilité de son innocence.



[...] Je suis presque certain que Dreyfus, même si coupable (tu m'entends) a été victime d'une machination effroyable, que la raison d'état et des intérêts électoraux commandent de dissimuler. *Mais je porte un nom juif et je suis protestant : suis-je victime d'une illusion de caste ?* Toi plus que personne, toi seul parmi mes amis peux me renseigner là-dessus. Réponds-moi vite, car en ce moment la vie m'est odieuse. »<sup>92)</sup>

Il n'en est pas de même de notre écrivain. La lettre de Boutroux le touche. S'agit-il du côté Weil de Proust ? *Jean Santeuil* et la correspondance de l'auteur dénotent que celui-ci ne s'est pas interrogé sur la connexité entre son origine et son dreyfusisme, lorsqu'il s'est jeté dans la lutte pour la cause dreyfusiste. « [J]e suis sûre [affirmera en outre Céleste Albaret] que ce n'était pas sa moitié de sang juif qui parlait en lui pour Dreyfus. »<sup>93)</sup> En 1897, la question devait être bien plus simple aux yeux de Proust : sauver un innocent, et ce faisant, vivre le romanesque et prononcer la voix de sa génération.

Ce n'est que le 23 février 1898, la date de la condamnation de Zola, que *La Libre parole* a accusé Proust et d'autres écrivains « juifs » de *La Revue blanche* de leur trahison contre Barrès :

Ce petit monde que dirigent les deux frères juifs polonais Nathanson et qui se compose des jeunes littérateurs juifs Gustave Kahn, Romain Coolus, Lucien Muhlfeld, Fernand Gregh, Marcel Proust, Tristan Bernard, Léon Blum, vient de signifier son blâme catégorique à Maurice Barrès par un article solennel signé de M. Lucien Herr parlant au nom de la revue entière [...] Voilà qu'une poignée de Juifs nouvellement débarqués dans ce pays, à l'audace de venir dire à un aîné, à un écrivain de race française comme Barrès. Nous ne nous demandons pas quelle est l'autorité littéraire de ces jeunes Juifs ? Quel usage font-ils de la langue française qu'eux ou leur père ont adoptée en échange de la polonaise ou de l'allemande ? L'autorité littéraire de ces jeunes Juifs ! elle est nulle, chacun en convient [...].<sup>94)</sup>

Proust se montre trop sensible pour rester impassible devant cette basse attaque : une lettre adressée sept ans plus tard à Robert Dreyfus nous permet de mesurer la blessure : « *La Libre Parole* avait dit qu'un certain nombre de jeunes juifs entre lesquels M. Marcel Proust etc. honnissaient Barrès. Pour rectifier il aurait fallu dire que je n'étais pas juif et je ne le voulais pas. Alors j'ai laissé dire aussi que j'avais manifesté contre Barrès ce qu'il n'était pas vrai. »<sup>95)</sup> Il faut bien retenir le fait qu'au moment où le romancier a écrit « [La vérité et les opinions] », il avait reçu cet impitoyable baptême du feu.

Le premier roman de Proust reste généralement réticent au sujet du judaïsme ou au problème de l'antisémitisme.<sup>96)</sup> À cet égard, il faut remonter au moins jusqu'à un texte publié dans *La Revue blanche* en 1893 et voir comment l'écrivain pouvait, sous le masque du duo flaubertien<sup>97)</sup>, s'y servir des poncifs drumontistes nuancés de toute manière par le respect pour sa mère : « Quant aux juifs, Bouvard et Pécuchet, sans les proscrire (car il faut être libéral), avouaient détester se trouver avec eux; ils avaient tous vendu des lorgnettes<sup>98)</sup> en Allemagne dans leur jeune âge, gardaient exactement

à Paris – et avec une pitié à laquelle en gens impartiaux ils rendaient d'ailleurs justice – des pratiques spéciales, un vocabulaire inintelligible, des bouchers de leur race. Tous ont le nez crochu, l'intelligence exceptionnelle, l'âme vile et seulement tournée vers l'intérêt ; leurs femmes, au contraire, sont belles, un peu molles, *mais capables des plus grands sentiments. Combien de catholiques devraient les imiter !* Mais pourquoi leur fortune était-elle toujours incalculable et cachée ? D'ailleurs ils formaient une sorte de vaste société secrète, comme les jésuites et la franc-maçonnerie. Ils avaient, on ne savait où, des trésors inépuisables, au service d'ennemis vagues, dans un but épouvantable et mystérieux. »<sup>99)</sup>

On sait l'instinct judéophobe chez Proust.<sup>100)</sup> La dégradation du capitaine Dreyfus n'aurait pas fourni au jeune habitué du salon de Daudet<sup>101)</sup> l'occasion de réfléchir sur la véritable portée de l'antisémitisme. C'est ce que nous montre avec netteté *Jean Santeuil*, entamé près de neuf mois après le « châtimement »<sup>102)</sup> de l'officier israélite. Le héros-narrateur s'y comporte en principe comme chrétien. Les juifs y sont associés, soit aux « banquiers protestants »<sup>103)</sup>, soit aux « Américains »<sup>104)</sup>, toujours l'image de l'argent. Les plaisanteries à la Gyp ne sont pas absentes (le duc de Réveillon se réjouit de lire dans son journal préféré une expression comme « la femme du riche banquier à Israël »<sup>105)</sup>), alors que le jeune protagoniste est accueilli chez Mme de Réveillon qui lui précise « qu'elle ne recevr[a] jamais de juifs »<sup>106)</sup> et avec qui il « caus[e] des Juifs »<sup>107)</sup>. Dans l'école, la place de premier est toujours « réservée, comme on sait, aux élèves juifs, par les professeurs du gouvernement. »<sup>108)</sup> Dans le monde, la « basse extraction juive »<sup>109)</sup> constitue un handicap devant lequel il convient de témoigner l'indulgence, à l'instar d'« un abbé [qui] dit à une dame israélite : toutes les religions sont bonnes »<sup>110)</sup>, ou même à l'imitation de « certains antisémites » qui défendent « un ami juif » en mentant : « celui-là n'en est pas un »<sup>111)</sup>. Dans la politique, Couzon-Jaurès, arménophile, incarnation de la Justice, est aussi une vedette des « journaux socialistes, anarchistes, antisémites »<sup>112)</sup>. L'exception est le portrait de Mme Marie que Bouvard et Pécuchet proustiens esquissaient déjà dans leur conversation : caractérisée par « une intelligence et une bonté divines, un charme surhumain », elle est « un parfum plus agréable à Notre-Seigneur que toutes les âmes des chrétiens, des curés et des saints. »<sup>113)</sup>

Quant aux textes qui ont trait à l'affaire Dreyfus dans *Jean Santeuil*, le passage sur la lettre de Boutroux est le seul qui se prononce ouvertement à ce propos.<sup>114)</sup> De plus, ce n'est qu'au titre de « sentiment ». Aucune réflexion sociologique du phénomène antisémite n'y est trouvée. Mais nous avons constaté, avec Wilson et Birnbaum, que l'antisémitisme moderne s'était manifesté sérieusement avec les émeutes qui suivent la publication de « J'accuse...! » Proust n'est pas Herzl. Il est donc tout à fait inutile d'ouvrir le champ aux conjectures en cherchant dans le roman des symptômes d'« un subconscient insoupçonné par le fils du professeur Proust, des sentiments refoulés par une éducation catholique et bourgeoise »<sup>115)</sup>. Il nous suffit de constater que, loin d'être indifférent à la « question juive » et à l'épidémie antisémite, Proust enregistre de manière distraite

les voix des philosémites non-juifs comme Paul Meyer et Émile Boutroux, mais non pas Zola.

La « monophonie » de *Jean Santeuil* ? Les personnages y sont absents. Le narrateur adopte les faits bruts et les figures réelles. Dans ce texte, c'est le Marcel Proust dreyfusard qui parle en « nous », en laissant son Jean Santeuil au seuil du palais de Justice. Néanmoins, nous avons constaté que le ton excessivement optimiste s'explique vraisemblablement par la décision de la Cour de cassation. C'est en effet ce renversement survenu avec la « gaieté du soleil »<sup>16)</sup> d'avril qui a catalysé Pinard protecteur de Laporte, Meyer défenseur de Dreyfus, Boutroux apologiste des juifs, en un débordant hymne à la vérité. La graphologie, le droit, la médecine et la philosophie, ces quatre domaines représentés respectivement par Meyer, Manau, Pinard et Boutroux se rencontrent dans ce texte le plus « monophonique » des treize fragments encadrant l'affaire Dreyfus. Certes, il faudra du temps pour que les voix des antisémites et des antidreyfusards s'inscrivent dans l'œuvre de Proust. Mais cela ne doit pas cacher la polyphonie dreyfusienne constatée à travers notre lecture.

Peut-on parler encore du naïf culte de la vérité chez l'auteur de *Jean Santeuil* ? Complètement indifférent à l'autorité de l'Armée, Paul Meyer traite Bertillon et le général de Pellieux en enfant. Le discours enflammé du procureur Manau foule aux pieds la solennelle condamnation de Zola. Le professeur Pinard lance un défi à la magistrature entière pour sauver un jeune et obscur médecin qui aurait pu commettre une erreur. C'est en parlant l'allemand que le germaniste Boutroux défend les israélites contre les mercenaires de Drumont-Thiébaud. Il s'ensuit que Proust n'est pas attiré par la vérité froide, sèche et indépendante des contextes, mais par les puissances révolutionnaires et romanesques recelées dans les plis de la vérité. Notre analyse du fragment a mis en relief la soif proustienne sinon de l'anarchie du moins du romanesque, réveillée devant les spectacles déployés par les Sciences athlétiques et agonistiques au tournant des années 1897-1898. La vérité paralyse les calculs et rend ses fidèles en quelque sorte aveugles. Le romanesque dans le savoir est ainsi déjà saisi par l'auteur de *Jean Santeuil*. Il lui reste à le diversifier sur des personnages qui manquent dans ces pages composées sur le terrain fumant. Plus de vingt ans après, l'histoire d'Albertine répondra, d'une certaine manière, à cette exigence.

## Notes

- 1) Entre septembre-octobre 1895 et la mi-novembre de 1899. Cf. Philip KOLB, « Historique du premier roman de Proust », *Saggi e ricerche di letteratura francese*, Università di Pisa, Studi di Filologia Moderna, Torino, Bottega d'Erasmus, vol. IV, 1963, p. 215-277. Dans la correspondance de Proust, l'Affaire apparaît pour la première fois dans la lettre adressée à Montesquiou, datée par Kolb du 29 juin 1897. Cf. *La Correspondance de Marcel Proust* (1880-1922), éditée par Philip Kolb, Paris, Plon, 21 vol., 1976-1993 [=Corr.], t. II, p. 199. Malgré cette apparition tardive, Proust commençait, avec sa mère et Reynaldo Hahn, à mettre en doute la culpabilité du capitaine Dreyfus, dès le moment de la dégradation (le 5 janvier 1895). Cf. Maurice DUPLAY,

- Mon ami Marcel Proust. Souvenirs intimes. Cahiers Marcel Proust*, nouvelle série, n° 5, Gallimard, 1972, p. 64-66. (Il ne faut pas accepter en bloc ce témoignage contenant des points problématiques.)
- 2) Suivant Daniel Halévy, l'un des principaux dreyfusards dans la génération de Proust, l'« affaire Dreyfus » occupe « deux années de [leurs] vies, [leurs] vies entières » (Daniel HALÉVY, *Apologie pour notre passé, Cahier de la Quinzaine*, 11<sup>e</sup> série, 10<sup>e</sup> cahier, 1910, p. 14. Nous soulignons.) : la période débute le 14 novembre 1897 où *Le Figaro* publie l'article de « Vidi » (ou bien le lendemain où *Le Temps* publie la lettre de Scheurer-Kestner, qui amorcera la dénonciation d'Esterhazy par Mathieu Dreyfus) et se termine le 19 novembre 1899 où 500 000 personnes défilent, pour inaugurer, place de la Nation, le *Triomphe de la République* de Dalou. Au lendemain du procès de Rennes, Reinach rappelle à Picquart : « nous vivions (...) depuis deux ans, dans un monde wagnérien » ; « nous y avons un peu perdu la notion des réalités ». (Joseph REINACH, *Histoire de l'affaire Dreyfus*, Laffont, coll. « Bouquin », 2 vol., 2006, t. II, p. 655. Nous soulignons. Voir aussi Georges SOREL, *La Révolution dreyfusienne*, Paris, Marcel Rivière, 1909, p. 27.) Leur « Affaire » – « l'Affaire, l'éternelle Affaire » (Jean LORRAIN, *Madame Baringhel*, Paris, Fayard, 1899, p. 231.) – ne désigne rien d'autre que ces « deux terribles années » (*Ibid.*, p. XIV. Nous soulignons.), ces deux années à la fois feuilletonesques et balzaciennes, mélodramatiques et wagnériennes.
  - 3) PROUST, *Jean Santeuil*, précédé de *Les Plaisirs et les jours*, édition établie par Pierre Clarac avec la collaboration d'Yves Sandre, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1971 [=JS], p. 648-651. Nous adoptons, pour la commodité, le titre donné par les éditeurs.
  - 4) Voir par exemple, Émilien CARASSUS, « L'Affaire Dreyfus et l'espace romanesque : De "Jean Santeuil" à la "Recherche du temps perdu" », *Revue d'Histoire littéraire de la France*, septembre-décembre 1971, 71<sup>e</sup> année, n° 5-6, p. 836-853 ; Mireille MARC-LIPIANSKY, *La Naissance du monde proustien dans Jean Santeuil*, Paris, Nizet, 1974, p. 17-18 ; Anna Maria CITTADINI CIPRI, *Proust e la Francia dell'Affaire Dreyfus*, Palermo, Palumbo, 1977, p. 43-60 ; Anne CHEVALIER, « Proust et l'affaire Dreyfus. Pour une définition de l'intellectuel », *Elseneur*, Université de Caen, Centre de la modernité, 1988, p. 93-108 ; Christie MACDONALD, *The Proustian Fabric : Associations of Memory*, University of Nebraska Press, Lincoln & Londres, 1991, p. 61-84 ; Annick BOUILLAGUET, « Marcel Proust devant l'affaire Dreyfus », *Bulletin Marcel Proust*, 1998, p. 30-41 ; Silvanie LANDRES-FERRALI, « De l'écriture privée à l'écriture littéraire : points de vue proustiens sur l'affaire Dreyfus », *Le Dit masqué. Imaginaire et idéologie dans la littérature moderne et contemporaine*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2001, p. 171-185.
  - 5) Cf. Georges BATAILLE, « Proust », *La Littérature et le mal*, Paris, Gallimard, 1957, p. 260 ; Germaine BRÉE, « Proust et l'affaire Dreyfus, à la lumière de *Jean Santeuil* », *Marcel Proust : a critical panorama*, éditée par Larkin B. Price, 1973, p. 18 ; Brian G. ROGERS, *Proust et Barbey d'Aurevilly. Le dessous des cartes*, Paris, Honoré Champion, 2000, p. 45.
  - 6) JS, p. 649. Contrairement à la note des éditeurs, ajoutée à ce passage (JS, p. 649, n. 1), nous n'avons rien à voir avec l'enquête de la Cour de cassation, relative au procès Zola.
  - 7) Sur l'affaire Dreyfus et l'École des chartes, voir Bertrand JOLY, « L'École des Chartes et l'affaire Dreyfus », *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 147, 1989, p. 611-671. Tous les renseignements sur Meyer, Giry, les frères Molinier et sur la polémique des chartistes durant l'Affaire sont, sauf l'indication contraire, tirés de cet article. Sur la relation globale entre l'affaire Dreyfus et les historiens de l'époque, voir Madeleine REBÉRIOUX, « Histoire, historiens, dreyfusisme », *Revue historique*, n° 518, avril-juin 1978, p. 407-432.
  - 8) *Procès Zola devant la Cour d'assises de la Seine et la Cour de cassation (7 fév.-23 fév. / 31 mars-2 avril 1898), compte rendu sténographique in extenso et documents annexes*, 2 vol., Librairie du Siècle, 1898 [=PZ] ; rééd., Ed. Stock, 1998 [=PZ II], p. 515 (La déposition de Couard).

- 9) Giry venait de déposer la veille de la publication de cet article.
- 10) Cité par Bertrand JOLY, art. cité, p. 637.
- 11) Meyer, Giry et Molinier publient également leur réponse dans *Le Temps* du 23 février. Le lendemain, Gaston Paris se prononce dans le même journal en faveur de ces trois professeurs.
- 12) L'effet des articles fut éclipsé par les aveux et le suicide du faussaire. Giry mourut peu après le procès de Rennes. Dans son roman autobiographique, qui retrace l'itinéraire de son aventure dreyfusarde, Gabriel Trarieux s'inspirera, pour le personnage Louis Greuze dont le principal modèle est Ludovic Trarieux, tant de Paul Meyer que d'Arthur Giry et sans doute d'Auguste Molinier. Cf. Gabriel TRARIEUX, *Élie Greuze*, Paris, Fasquelle, 1907, p. 6, 138-9, 304.
- 13) Cf. *La Révision du procès Dreyfus. Enquête de la Cour de cassation. I : Instruction de la chambre criminelle ; II : Instruction des chambres réunies, pièces annexes*, 2 vols, Paris, Stock, 1899, t. I, [= RE], p. 646-653.
- 14) Cf. *Conseil de guerre de Rennes. Procès Dreyfus devant le Conseil de guerre de Rennes (7 août – 9 septembre 1899), compte rendu sténographique* in extenso, 3 vols., Paris, Stock, 1900, t. III, p. 1- 51.
- 15) Avec les officiers de l'État-Major, Ces trois derniers étaient l'objet de « J'accuse...! » de Zola : « J'accuse les trois experts en écritures, les sieurs Belhomme, Varinard et Couard, d'avoir fait des rapports mensongers et frauduleux, à moins qu'un examen médical ne les déclare atteints d'une maladie de la vue et du jugement. » (*L'Aurore*, le 13 janvier 1898.) Comme la plainte du ministre Billot dans ce « procès Zola » ne porte que sur les phrases diffamatoires contre les membres du Conseil de guerre de 1898 (le procès Esterhazy), les trois chartistes intentent de leur côté un procès contre l'écrivain le 9 mars 1898. Celui-ci est lourdement condamné le 9 juillet de la même année.
- 16) Édouard DRUMONT, *La France juive. Essai d'histoire contemporaine*, Paris, C. Marpon et E. Flammarion, 1886, 43<sup>e</sup> éd., 2 vol., t. II, 409.
- 17) *Ibid.*, p. 409-410.
- 18) Cf. PZ II, p. 534-535. À l'audience précédente, Labori dément, de sa part, l'article de *La Libre Parole*, qui l'a décrit comme « un avocat d'origine germanique, naturalisé Français, qui a[vait] épousé une juive Anglaise ». (Cf. *ibid.*, p. 446-448.)
- 19) Marcel BOULANGER, *Lettres de Chantilly*, Paris, H. Fleury, 1907, p. 34-35.
- 20) JS, p. 649. Meyer évitait scrupuleusement, puisque le Président Delegorgue interdisait aux témoins de parler de « l'affaire Dreyfus », de prononcer le nom de Dreyfus et disait toujours le « condamné de l'île du Diable ».
- 21) PZ II, p. 539. (La déposition de Meyer à la 8<sup>e</sup> audience)
- 22) *Ibid.*, p. 641. (La déposition de Meyer à la 9<sup>e</sup> audience)
- 23) Parlant de la première rencontre de Meyer et Zola en Cour d'assises, Proust s'inspire sans doute de celle entre Édouard Grimaux et l'accusé à la même 8<sup>e</sup> audience.
- 24) JS, p. 649-650.
- 25) PZ II, p. 540-541.
- 26) Voir les dépositions des experts : Émile et Auguste Molinier, Clérier, Grimaux (témoin de moralité), Louis Havet, Paul Moriaud, Arthur Giry, Héricourt.
- 27) Cf. Bertrand JOLY, art. cité, p. 626.
- 28) Cf. PZ II, p. 418.
- 29) Gabriel TRARIEUX, *op. cit.*, p. 204. Cf. JS, p.479-480.
- 30) Cf. Roger MARTIN DU GARD, *Jean Barois*, Paris, Gallimard, « folio », 2003, p. 426.
- 31) GYP, *Les Femmes du colonel*, Paris, Flammarion, 1899, p. 16.
- 32) JS, p. 650.

- 33) *Ibid.*, Nous soulignons.
- 34) François MAURIAC, « L’Affaire Dreyfus vue par un enfant », préface à Alfred DREYFUS, *Cinq années de ma vie (1894-1899)*, Édition définitive, Paris, Fasquelle, 1962, p. 19.
- 35) Léon BLUM, *Souvenirs sur l’Affaire*, Gallimard, 1935 ; rééd., coll. « Folio Histoire », 1993, p. 75-76.
- 36) Cf. JS, p. 533, 643. En ce qui concerne Boisdeffre, il s’agit du fameux incident du 17 février 1898 (10<sup>e</sup> audience du procès Zola) et non pas du « 9 février » (3<sup>e</sup> audience), comme le prétend Tadié. Appuyé sur cette erreur, le biographe pose une question inutile : « Curieusement, Proust le peint en civil, alors qu’il a, en réalité, déposé en uniforme ; est-ce par plaisir de romancier ? » (TADIÉ, *Marcel Proust, biographie*, Paris, Gallimard, 1996, « folio », t. 1, p. 530-531.) Boisdeffre était en civil lors de la 10<sup>e</sup> audience. D’ailleurs, à ce sujet, d’autres biographes (Painter, Duchêne et Diesbach) se trompent également de façon variée.
- 37) JS, p. 649. Nous soulignons.
- 38) Philip KOLB, art. cité, p. 247. La transcription de l’ancien éditeur (« M. Chambereaud ») est donc moins loin de ce que Proust a écrit. Kolb situe la rédaction du fragment au printemps 1898.
- 39) Joseph REINACH, *op. cit.*, t. I, p. 1017.
- 40) JS, p. 651.
- 41) Joseph REINACH, *op. cit.*
- 42) Cf. PZ, p. 475-476, 505, 506.
- 43) *Ibid.*, p. 479-480.
- 44) *Ibid.*, p. 508.
- 45) JS, p. 694.
- 46) Léon DAUDET, *Députés de Paris, 1919-1924*, Paris, Grasset, 1933 ; repris dans *Souvenirs et polémiques*, Paris, Laffont, coll. « Bouquin », p. 777-778. Ainsi parla... le professeur Pinard. Paroles recueillies par Pierre Bénard (Paris, Nilsson, 1930) contient une photographie de Pinard.
- 47) Léon DAUDET, *Paris vécu*, Paris, Gallimard, 1929-1930, dans *Souvenirs et polémiques*, *op. cit.*, p. 1133.
- 48) Pour établir l’affaire Laporte, nous avons consulté principalement les documents suivants : *Gazette des tribunaux* des 20, 21, 23 octobre 1897, 27 février, 5 mars 1898 : p. 998-999, 1002-1003, 1011, 199, 220-221 ; *Revue des grands procès contemporains*, 1897, t. XV, p. 655-694 ; *Le Bulletin médical* du 8 novembre 1897 ; *Revue pratique d’obstétrique et de pédiatrie*, octobre 1897 ; *L’Affaire Laporte en première instance, en appel, devant la Société de médecine légale*, Paris, J.-B. Baillière et fils, 1898. Dans la rubrique « Gazette des tribunaux » du *Figaro*, Albert Bataille rapporte les procès Laporte, comme il fera peu après pour le procès Zola.
- 49) Comme Mme Fresquet, il avait 32 ans. Son diplôme de docteur en médecine a été délivré par la Faculté de médecine de Paris le 18 mars 1893. Après avoir navigué à titre auxiliaire comme médecin à bord des navires de la Cie Transatlantique, d’avril 1894 à la fin de mars 1895, il revient à Paris et s’installe avec sa mère avenue Wagram, puis rue Jouffroy. C’est dans cette période qu’il a pratiqué ses deux premiers accouchements avec succès. Pourtant, la clientèle ne venant pas dans ce quartier riche, il vit dans la misère absolue. Le 1<sup>er</sup> septembre 1895, Laporte quitte le quartier riche et se transpose boulevard de Charonne, où il s’inscrit au service médical de nuit du poste du quartier. Au moment de l’arrestation, il n’avait qu’un franc quarante centimes sur lui : il était plus pauvre que les Fresquet. Cf. *Gazette des tribunaux*, 23 octobre 1897, p. 1011 ; *L’Affaire Laporte en première instance, en appel, devant la Société de médecine légale*, *op. cit.*, p. 25-27.
- 50) Voici le portrait de Laporte par Albert Bataille : « Voilà bien du bruit autour de ce pauvre docteur Laporte qui je dois le dire, m’a inspiré tout de suite de la sympathie. Ce n’est ni un charlatan ni un raté. C’est le fils

de braves gens sans fortune, victime comme tant d'autres du leurre des professions libérales. [...] Très pâle, très attristé, le visage amaigri encadré d'une barbe noire, les yeux résignés et doux, le docteur Laporte répond d'une voix timide aux questions cependant très bienveillantes de M. le président Richard. C'est un silencieux ! Un témoin a donné de lui cette définition, très judicieuse sous sa forme un peu naïve : « C'est un homme qui ne vous parle que lorsqu'il a quelque chose à vous dire. » Visiblement intimidé par l'appareil de l'audience et par tout ce train qui s'est fait autour de son nom, il cherche ses mots, il bégaye, il balbutie. On dirait d'un candidat bachelier qui voudrait répondre, qui sait, et qui n'ose. » (Albert BATAILLE, « Gazette des Tribunaux », *Le Figaro*, le 20 octobre, 1897.) Il n'est pas si difficile de deviner la sympathie que Proust aurait ressentie pour ce jeune médecin « d'un caractère timide et mélancolique » (*L'Affaire Laporte en première instance, en appel, devant la Société de médecine légale, op. cit.*, p. 25).

- 51) Albert BATAILLE, art. cité.
- 52) *Ibid.*
- 53) *Ibid.*
- 54) *Ibid.*
- 55) *Ibid.* Berthod s'en prend lui aussi au juge d'instruction Bertulus, fils d'un médecin. Cf. *Gazette des tribunaux*, le 20 octobre 1897, p. 998.
- 56) Albert BATAILLE, art. cité.
- 57) *Gazette des tribunaux*, le 20 octobre 1897, p. 999.
- 58) Albert BATAILLE, art. cité.
- 59) *Revue des grands procès contemporains, op. cit.*, p. 671-672.
- 60) *L'Affaire Laporte en première instance, en appel, devant la société de médecine légale, op. cit.*, 1898, p. 21.
- 61) *Le Bulletin médical* du 8 novembre 1897, p. 1029. C'est le mot de Pinard lui-même.
- 62) Albert BATAILLE, « Gazette des Tribunaux », *Le Figaro*, le 26 janvier, 1898. Nous soulignons.
- 63) Maurice PALÉOLOGUE, *Journal de l'Affaire Dreyfus, 1894-1899 : l'affaire Dreyfus et le Quai d'Orsay*, Paris, Plon, 1955, p. 85-86.
- 64) *La Volonté*, le 27 novembre 1898.
- 65) Sur Paul Bertulus, voir Jean-Pierre ROYER, « La magistrature déchirée », dans *La France de l'affaire Dreyfus*, sous la direction de Pierre Birnbaum, Paris, Gallimard, 1994, p. 259-265 : « Le "petit" juge Bertulus, victime expiatoire de l'antisémitisme, ou *Bertulus unus, Bertulus nullus* ». L'origine juive de Bertulus ne semble pas avoir attiré l'attention de Proust. Dans *Jean Santeuil*, le romancier fait allusion aux dépositions de ce juge d'instruction, faites en Chambre criminelle de la Cour de cassation, les 6 et 10 décembre 1898. Elles sont publiées d'abord dans *Le Figaro* du 6 avril 1899, puis dans *RE*, t. I, p. 219-229.
- 66) Cf. *Corr.* II, p. 252.
- 67) Les 25 janvier, 2 février et 8 septembre 1898.
- 68) Cf. SÉVERINE (pseudonyme de Caroline RÉMY), « Note d'une frondeuse. Le docteur Laporte », *La Fronde*, le 25 février 1897.
- 69) Cf. *PZ*, p. 223-229.
- 70) *JS*, p. 481; Philip KOLB, art. cité, p. 219. Pour l'affaire Lemer cier-Picard, voir Marcel THOMAS, *L'Affaire sans Dreyfus*, Paris, Fayard, 1961 ; 2<sup>e</sup> édition, Genève, Idégraf, 1978, 2 vol, t. II, p. 419, n. 4. Au bout de son enquête archivistique, Thomas réfute l'hypothèse de Reinach selon laquelle Lemer cier était un bras droit de Henry. Kolb aurait dû lire cette étude.
- 71) On lit par exemple dans *Le Côté de Guermantes, I* : « Or, même quand la vérité politique comporte des documents, il est rare que ceux-ci aient plus que la maladie du patient s'inscrit en toutes lettres; tandis qu'en

fait, ce cliché fournit un simple élément d'appréciation qui se joindra à beaucoup d'autres sur lesquels s'appliquera le raisonnement du médecin et d'où il tirera diagnostic. » (PROUST, *À la recherche du temps perdu*, édition publiée sous la direction de Jean-Yves Tadié, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1987-1989, 4 vol. [=RTP], t. II, p. 538) « Vers la lumière ! », cette espèce de *lessico famigliare* dreyfusiste facilitait en effet l'utilisation de l'analogie médicale. Dans *Les Dupont-Leterrier. Histoire d'une famille pendant l'Affaire* (Paris, Société des gens de lettres, 1900), d'André Beaunier, la jeune héroïne écrit dans son article en faveur de Dreyfus ceci : « C'est en vain que les partisans du Mensonge et de l'Injustice cherchent à mettre la lumière sous le boisseau. *Les rayons X de la vérité...* » (p. 177. Nous soulignons.) Antoine Compagnon (Cf. « Vérité et Justice », <http://www.fabula.org/colloques/document497.php>, 2007) remarque l'affinité entre la figure d'un médecin et celle d'un juge d'instruction dans l'esprit du narrateur d'*À la recherche du temps perdu*.

- 72) JS, p. 651. Nous soulignons.
- 73) C'est la supposition de Tadié. Voir son « Index » dans Marcel PROUST, *Jean Santeuil*, Paris, Gallimard, « Quarto », 2001, p. 890.
- 74) Cf. Gustave SCHLUMBERGER, *Mes Souvenirs (1844-1928)*, Paris, Plon, 1934, 2 vol., t. I, p. 305.
- 75) Sa lettre à Yves Guyot est publiée dans *Le Temps* du 22 janvier 1898.
- 76) Paul DESACHY, *Répertoire de l'Affaire Dreyfus (1894-1899)*, [s. l. s. d.], p. 160. Nous soulignons.
- 77) Cf. *Corr.*, t. II, p. 259.
- 78) PROUST, *Contre Sainte-Beuve*, précédé de *Pastiches et Mélanges* et suivi de *Essais et Articles*, édition établie par Pierre Clarac, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1971 [=CSB], p. 337.
- 79) Émile BOUTROUX, « À un ami », *Le Temps* daté du 27 janvier 1898 (p. 1, col. 4-5) ; repris dans E. de HAIME, *Les Faits acquis à l'histoire : l'affaire Dreyfus*, Paris, Stock, 1898, p. 201-202 ; l'original de cette lettre est retrouvé et publié par Vincent Duclert dans *Savoir et engagement. Écrits normaliens sur l'affaire Dreyfus*, sous la direction de Vincent Duclert, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2006, p. 71-72. C'est Vincent Duclert qui a identifié le destinataire. Nous précisons le numéro du *Temps*.
- 80) Cf. Stephen WILSON, « The Antisemitic Riots of 1898 in France », *Historical Journal*, XVI, 1973, n° 4, p. 789-806 ; Id, *Ideology and Experience. Antisemitism in France at the Time of the Dreyfus Affair*, London and Toronto, Associated University Presses, 1982, p. 106-124. Sur le paysage extraordinaire de Paris du dimanche 23 janvier, voir Pierre BIRNBAUM, *Le Moment antisémite. Un tour de la France en 1898*, Paris, Fayard, 1998, p. 31-34. Sur l'atmosphère de cette période, voir Joseph REINACH, *op. cit.*, t. I, 864-868.
- 81) « Manifestation nationale », *La Libre Parole*, le 23 janvier 1898.
- 82) Gaston MÉRY, « La place de la Concorde », *La Libre Parole*, le 24 janvier 1898.
- 83) Raphaël VIAU, « Les Manifestations », *La Libre Parole*, le 24 janvier 1898.
- 84) « Les Français triomphants gagnèrent d'abord l'esprit des hommes [...] » (Johann Wolfgang von GOETHE, *Hermann et Dorothea* (1798), le chant VI : « Cléo. L'époque », traduction française par Paul-Jérémie Bitaubé, Paris, Delalain frères, [1890], p. 50.) Dans ce passage du poème, il s'agit d'une fraternisation entre les Allemands et les Français.
- 85) Boutroux fait, semble-t-il, allusion à l'article anonyme intitulé « La Statue de Strasbourg », publié dans *Le Temps* du 25 janvier 1898. Dans cet article, l'auteur, déplorant la démonstration antisémite (sans la nommer précisément) déployée sur la place de la Concorde le 23 janvier, insiste sur la nécessité de concilier l'idée républicaine et le patriotisme ou le respect pour l'Armée.
- 86) Émile BOUTROUX, « À un ami », *Le Temps*, le 27 janvier 1898.
- 87) Cette conférence est publiée en 1899 dans *L'Armée à travers les âges. Conférences faites en 1898 à l'école*



- spéciale militaire de Saint-Cyr*, Paris, Chapelet, avec d'autres conférences : Lavis, « Leçon d'ouverture » ; Grimaux, « L'Armée romaine » (deux leçons) ; Langlois, « L'Armée au moyen âge » (deux leçons) ; Gebhard « Les Condottieres italiens de la Renaissance » ; Lehugeur, « L'armée de l'ancienne Monarchie » ; Albert Sorel, « L'Armée de la Révolution ».
- 88) Laissant apercevoir une répercussion de l'affaire Dreyfus, Boutroux y essaye de déterminer la notion de la patrie sous les termes suivants : « On discute sur l'idée de patrie. Cette idée pourtant très claire, si l'on s'en tient aux enseignements de l'histoire et aux sentiments naturels de l'humanité. Primitivement, la patrie était la terre des pères, le sol où reposaient les ancêtres et que leurs âmes habitaient. Et comme ces ancêtres étaient des dieux, les dieux protecteurs de la famille, la patrie qui les enfermaient était elle-même sacrée. Elle était le symbole de la continuité et de la perpétuité de la famille, la figure du passé, que les vivants avaient le devoir de transmettre inviolée à leurs descendants. Peu à peu le contenu de la patrie s'est agrandi, mais la notion est restée la même. La patrie, aujourd'hui, c'est, dans tous ses éléments tant matériels que moraux, le patrimoine que nous ont légué nos pères et que nous devons transmettre à nos descendants. [...] Cet objet nous dépasse infiniment, nous, créatures d'un jour. » (BOUTROUX, « Du Devoir militaire », dans *L'Armée à travers les âges*, op. cit., p. 237.) La définition des liens sociaux par la continuité autochtone ou généalogique n'est pas l'apanage des nationalistes friands de l'organicisme. Voir par exemple, John RUSKIN, *Les Sept lampes de l'architecture* [l'édition originale anglaise : 1849], illustré de dessins de l'auteur, traduit de l'anglais par G. Elwall, suivi de « John Ruskin » par Marcel Proust, Paris, Denoël, 1987, p. 195-196 ; Jean IZOULET, *La Cité moderne. La métaphysique de la sociologie*, Paris, Alcan, 1895, p. 476 ; Léon BOURGEOIS, *La Solidarité*, Paris, Armand Colin, 1896 ; 3<sup>e</sup> édition, 1902, p. 49.
- 89) Daniel HALÉVY, op. cit., p. 54-55.
- 90) Alfred DREYFUS, *Souvenirs et correspondance publiés par son fils*, Paris, Grasset, 1936, p. 248.
- 91) Cf. Vincent DUCLERT, « Élie et Daniel Halévy dans l'affaire Dreyfus. Le savant, le poète et le politique », *Entre le théâtre et l'histoire : la famille Halévy (1760-1960)*, sous la direction d'Henri Loyrette, Paris, Fayard/Réunion des Musées Nationaux, 1996, p. 220-235.
- 92) Élie HALÉVY, *Correspondance (1891-1937)*, Paris, Éditions de Fallois, 1996, p. 203. Nous soulignons.
- 93) Céleste ALBARET, *Monsieur Proust*, souvenirs recueillis par Georges Belmont, Paris, Laffont, 1973, p. 250. Voir également Robert DREYFUS, *De Monsieur Thiers à Marcel Proust. Histoire et souvenirs*, Paris, Plon, 1938, p. 32-33.
- 94) J. F., « Les Dreyfus intellectuels », *La Libre Parole*, daté du 23 février 1898. Il s'agit d'une réaction contre l'article de Lucien Herr, intitulé « À M. Maurice Barrès », publié dans *La Revue blanche* du 15 février 1898. Ajoutons que Gregh n'est pas juif.
- 95) *Corr.*, t. V, p. 180-181. C'est nous qui avons découvert l'article de *La Libre Parole*.
- 96) Proust reproche à Montesquiou son antisémitisme dans une lettre datée par Kolb du 19 mai 1896. Celui-ci suppose qu'il s'agit d'une conversation à propos de l'article de Zola, intitulé « Pour les juifs », publié dans *Le Figaro* du 16 mai 1896. Le commentaire de Luc Fraisse (Cf. *Proust au miroir de sa correspondance*, Paris, SEDES, 1996, p. 318-319.) au sujet de cette lettre et des « regards de Proust sur l'affaire Dreyfus » est aussi inexact que possible. Il faut savoir que dans l'article en question, Zola ne parle jamais de l'affaire Dreyfus ; que dans cette période, il n'y avait pratiquement ni « l'Affaire », ni dreyfusards/antidreyfusards ; que l'on ne peut donc parler de « Montesquiou antidreyfusard ».
- 97) Dans *La Revue blanche*, le texte a été accompagné de la note suivante : « Bien entendu, malgré l'emploi du présent les opinions ici exprimées sont celles de Bouvard et Pécuchet, non du signataire de ces lignes. » (JS, p. 57, n. 1.)

- 98) Sur ces « lorgnettes », la remarque de Thierry Laget est importante. Cf. Marcel PROUST, *Les Plaisirs et les Jours*, suivi de *L'Indifférent* et autre textes, édition présentée, établie et annotée par Thierry Laget, Gallimard, collection « folio » 1993, p. 110, n. 2. Voir aussi *Corr.*, t. IV, p. 246.
- 99) PROUST, « Mondanité de Bouvard et Pécuchet », *La Revue blanche*, n° 21-22, juillet-août 1893, p. 67-68 ; repris dans *Les Plaisirs et les Jours* : JS, p. 62. Nous soulignons. À notre connaissance, c'est Roger Bastide qui a mis en cause pour la première fois ce passage. Voir P.[sic] BASTIDE, « Marcel Proust et le pilpoul », *Revue des vivants*, 1928, p. 1080. D'ailleurs le jeune Proust avait déjà publié, en avril 1892 (la fondation de *La Libre Parole* correspond à cette période), un texte peu agréable aux israélites. Cf. PROUST, « Un livre contre l'élégance. *Sens dessus dessous* », *Le Banquet*, avril 1892, n° 2, p. 59 ; CSB, 347. À propos de cet article du *Banquet*, Robert Dreyfus critique son ami qui « offre un gage à l'antisémitisme des salons par cette pointe encore spirituelle et légère, mais qui appuiera plus tard avec bien moins de douceur et d'agrément dans certaines pages de ses livres ». (Robert DREYFUS, *Souvenirs sur Marcel Proust*, Paris, Grasset, 1926, p. 71. Néanmoins la tonalité s'adoucit plus tard : cf. ID., « À propos de Marcel Proust et de ses personnages juifs », *Revue Juive de Genève*, Genève, n° 49, juin 1937, p. 419-420.)
- 100) Cf. Jacques de LACRETELLE, « Souvenirs sur Proust », dans *Entretiens sur Marcel Proust*, Paris-La Haye, Mouton & Co, 1966, p. 69-70 ; Céleste ALBARET, *op. cit.*, p. 250-251.
- 101) Proust rencontre Alphonse Daudet et ses deux fils en décembre 1894. Le jeune initié était bien sensible à l'atmosphère antijuive du salon des Daudet. Cf. *Corr.*, t. I, p. 422, 443. En effet, suivant Alain Pagès, « le salon de Daudet constitue l'une des origines intellectuelles de *La France juive* » et « les thèses de Drumont se sont élaborées en partie à travers les discussions menées dans ce milieu ». (Alain PAGÈS, « Zola face à l'antisémitisme. De la "question juive" à la question de l'argent », *Cahiers naturalistes*, n° 78, 2004, p. 106, n. 7.) Néanmoins, lorsque Proust a été lié avec les Daudet, l'auteur de *L'Obstacle* s'était brouillé avec le polémiste antisémite. Sur la « fraternelle amitié » entre Drumont et Alphonse Daudet, voir Grégoire KAUFFMANN, *Édouard Drumont*, Paris, Perrin, 2008. Lors de la mort d'Alphonse Daudet (15 décembre 1897), Proust publie, dans la *Presse* du 19 décembre, un reportage des visiteurs de condoléances. L'article fait apercevoir l'atmosphère tendue entre Zola et Drumont autour du mort. Le futur auteur de « J'accuse... ! » a déjà publié deux articles et une brochure en faveur de Dreyfus. Proust y rencontre également Anatole France, Barrès et Hervieu. Cf. CSB, p. 402.
- 102) Cf. Léon Daudet, « Le châtiment », *Le Figaro*, le 6 janvier 1895.
- 103) JS, p. 435.
- 104) *Ibid.*, p. 465.
- 105) *Ibid.*, p. 504.
- 106) *Ibid.*, p. 706.
- 107) *Ibid.*, p. 806.
- 108) *Ibid.*, p. 406.
- 109) *Ibid.*, p. 542. Voir aussi *ibid.*, p. 581.
- 110) *Ibid.*, p. 735-736 ; cf. RTP, t. II, p. 407.
- 111) JS, p. 547.
- 112) *Ibid.*, p. 601. Nous soulignons. La note des éditeurs est fautive : dans *La Libre Parole* du 4 novembre 1896, Adrien Papillaud félicite Jaurès de sa brave interpellation à la célèbre séance de la Chambre des députés du 3 novembre : « Avec Jaurès, le débat prit tout de suite une autre tournure. Je ne veux certes point analyser ce discours, qui est peut-être le plus beau, mais sans conteste le plus courageux de ceux qu'a déjà prononcés le leader socialiste. Je renvoie nos lecteurs au compte rendu de la Chambre. Il y a là une page à lire, à relire et à

- conserver. » (Ad. PAPILLAUD, « Les Massacres d'Arménie », *La Libre Parole*, le 4 novembre 1896.)
- 113) *Ibid.*, p. 581. Voir aussi l'allusion à la judaïté de Mme Santeuil : *ibid.*, 423. Cette apologie des juifs (plutôt juives) se retrouvera, opposés de nouveau aux chrétiens, dans la *Recherche*. Cf. *RTP*, t. II, p. 702.
- 114) Sauf le profit « israélite » du colonel Picquart à la première audience du procès Zola (la note 1 de la page 634 est fausse): *JS*, 635-636. À cette date (7 février 1898), l'antijudaïsme de l'Alsacien était déjà connu : « J'accuse...! » contient une phrase suivante : « Le joli de l'histoire est qu'il [= Picquart] était justement antisémite » (Émile ZOLA, « Lettre à M. Félix Faure, Président de la République », *L'Aurore*, le 13 janvier 1898. L'accusé reviendra sur ce « joli de l'histoire » au cours de la plaidoirie de Georges Clemenceau, lue à la dernière audience (23 février). Cf. *PZ II*, p. 991.
- 115) Jacques-Émile BLANCHE, *Mes Modèles*, Paris, Stock, 1928, p. 106-107. Cette sorte de réinterprétation de l'effet de l'Affaire sur la conception de Proust sur son ascendance maternelle semble dériver moins de ses prétendues « confidences » que de la confusion ingénue entre quelques personnages de la *Recherche* et son auteur.
- 116) *JS*, p. 648.